

UN LOGEMENT ET DES PAPIERS POUR LES FAMILLES

Les familles occupant depuis septembre 2019 à Nîmes des logements abandonnés appartenant à la Sté ICF HABITAT ainsi que l'association locale du DAL (Droit au Logement) ont été convoquées devant la justice.

Le tribunal, qui risque de prononcer leur **expulsion**, rendra son délibéré le 3 mai 2021.

Une vaste mobilisation a déjà permis d'affirmer la **solidarité** de personnes, d'associations ou d'organisations. Cette mobilisation doit aujourd'hui se poursuivre et s'amplifier.

Rappelons que ces familles - dont la plupart ont des enfants - ont trouvé là un moyen de fuir les dangers de la survie dans la rue ou dans des foyers. Cette situation de relogement a permis à chaque famille de scolariser ses enfants, parfois de trouver du travail, mais aussi de déposer des demandes récurrentes pour accéder à des logements sociaux ou pour obtenir des papiers. Ces familles n'aspirent qu'à vivre, étudier et travailler ici.

Les signataires ci-dessous, personnes ou groupements, nous déclarons une nouvelle fois solidaires avec les personnes poursuivies. Nous avons, selon les cas, participé à l'installation de ces familles, à leur accompagnement social ou scolaire ou plus simplement à leur soutien. Les principes de justice sociale et de solidarité sont nos seules motivations.

Pour permettre à ces familles d'obtenir une autonomie sociale et économique, il n'y a qu'une seule solution dans les mains de la Préfecture du Gard : leur accorder **le droit au séjour**.

Rien ne s'oppose à l'usage par la préfète du Gard de son pouvoir discrétionnaire pour régulariser la situation de ces familles qui ont vocation à rester ici et dont l'intégration est engagée : scolarité des enfants, travail, bénévolat, etc.

C'est pourquoi, toutes et tous, nous demandons :

- un logement digne pour chaque famille ;
- des papiers pour continuer à étudier, travailler, être autonomes et vivre ;

Nous appelons à manifester notre soutien à ces familles lors d'un

Rassemblement

VENDREDI 26 MARS 2021 à 17 heures
Préfecture Avenue Feuchères à Nîmes

Signataires : Ados sans Frontières, Amitié France Algérie, Amnesty International Groupe de Nîmes, APTI, Association France Palestine Solidarité Nîmes, ATTAC Nîmes, CIMADE, CNT 30, Collectif Aigues-Vives/Aubais, Continuons Ensemble Gard, Collectif Travail Social du Gard, DAL 30, EELV Nîmes, Fédération Anarchiste, France Insoumise Nîmes, FSU 30, Génération's, Ligue des Droits de l'Homme Nîmes, Nuit Debout Nîmes, PCF, Réfugiés Bienvenue, RESF, Union Syndicale SOLIDAIRES 30, UNIRS 30